

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



L'État en question

Numéro 10 (50), automne 1983

Mouvements alternatifs et crise de l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034659ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034659ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1983). L'État en question. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 84–85.
<https://doi.org/10.7202/1034659ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'État en

84



C'est le versant « dur » du dossier de ce numéro ! Car le mouvement social n'est pas seulement l'apanage des groupes dominés — quelle que soit la forme de domination qu'ils subissent —, mais aussi, bien sûr, des classes dirigeantes. Et celles-ci vont vite en... affaires, c'est le cas de le dire, si l'on en juge par les bilans stupéfiants que dressent deux articles américains sur les transformations en cours du Welfare State. Partout s'étend la logique d'une économie de marché qui bouleverse toutes nos idées acquises sur les objectifs d'égalité — ou au moins de moins grande inégalité — sociale, et notre complicité inavouée avec un État redistributeur que les objectifs d'égalité appellent.

question



85

Au Canada même, les politiques de main-d'oeuvre s'orientent, quoique de manière moins brutale, vers la privatisation. C'est aussi l'occasion pour la Revue de revenir sur les dossiers du chômage des jeunes et de l'éducation permanente. Les temps sont durs pour beaucoup : « Mieux vaut être riche et en santé que pauvre (lisez : jeune, femme, vieux, immigrant...) et malade ». C'est l'autre face des mouvements sociaux.

Et dans ce grand mouvement de restructuration intervient la prévention. Longtemps associée à un projet de changement, elle semble devenue une composante du discours conservateur et peut-être une alliée du nouvel ordre qu'il tente d'instaurer. Premières pièces à l'appui d'un dossier *Prévention* auquel sera entièrement consacré le prochain numéro de la Revue. Le débat est ouvert. À suivre.